TURQUIE

Le chef de l'opposition poursuivi pour «insulte» au Président Erdogan

Le procureur d'Ankara a ouvert une enquête contre le chef du principal parti de l'opposition turque, accusé d'avoir traité le président Recep Tayyip Erdogan de «dictateur de pacotille», a rapporté l'agence de presse progouvernementale Anatolie.

Le président du Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate), Kemal Kiliçdaroglu, est poursuivi pour «insulte au président», un délit passible d'une peine maximale de quatre ans d'emprisonnement, a précisé Anatolie.

Selon les médias turcs, M. Erdogan a réclamé 100 000 livres turques (environ 30 000 euros) de dommages et intérêts à son adversaire politique.

Lors du congrès qui l'a réélu à la tête du CHP samedi, M. Kiliçdaroglu a accusé M. Erdogan d'avoir donné l'ordre de placer en garde à vue une vingtaine d'universitaires qui ont signé une pétition pour la paix dans le sud et le sud-est à majorité kurde du pays.

«Des intellectuels qui expriment leur opinion sont détenus, les uns après les autres, par un dictateur de pacotille", a-t-il lancé devant ses partisans. «Comment osez-vous (M. Erdogan) envoyer la police à la porte de ces gens et ordonner leur arrestation ? (...) dites-nous, dictateur de pacotille, ce que signifient pour vous l'honneur et la fierté», a poursuivi M. Kiliçdaroglu.

Vendredi, la police a interpellé et placé en garde à vue une vingtaine d'universitaires qui avaient, avec quelque 1.200 autres, signé un texte dénonçant le «massacre délibéré et planifié» de l'armée, engagée dans plusieurs villes dans des opérations contre les partisans des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Les combats ont tué des dizaines de civils, selon les ONG.

Le chef de l'Etat a accusé les pétitionnaires d'être des «traîtres» et des «complices» du PKK.

Les arrestations de ces intellectuels, remis en liberté mais qui risquent toujours un à cinq ans de prison, ont suscité un tollé dans l'opposition turque et à l'étranger.

Photos : DR

Le Président Recep Tayyip Erdogan.

Depuis son élection à la tête de l'Etat en août 2014, M. Erdogan, accusé par ses détracteurs de dérive autoritaire et islamiste, a multiplié les poursuites pour «insulte» au Président.

COLOGNE, UN ACTE FONDATEUR DU NOUVEAU RACISME

L'affiche brune

En cette nuit d'hiver à Cologne, des centaines de réfugiés, pour la plupart faux Syriens et vrais bandits, se donnent rendez-vous en gare de cette magnifique ville de l'ouest de l'Allemagne.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Un véritable quadrillage des lieux a lieu et des malfrats, drogués pour la plupart, entament alors leur forfaiture. Les agressions contre les femmes venues des environs de la ville pour les festivités de la Saint-Sylvestre sont déclarées ouvertes. Les horreurs durent une grosse partie de la nuit. Les traumatismes et les séquelles tant physiques que psychologiques sont graves, extrêmement graves. Le crime est partout. La magnifique et prestigieuse gare de Cologne devient, le temps des barbares, invivable et au bord de l'asphyxie. Pendant des heures, des ingrats-humains dictent leur loi et plongent Cologne dans le vide, l'horreur et le désespoir. Quelques mois auparavant, les

Le 31 décembre 2015, devant la gare de Cologne (Allemagne).

Allemands de Cologne, raffinés, civilisés, polis, humains, accueillaient avec des sandwichs, de l'eau minérale, de la bière, des fleurs et des bonbons plusieurs milliers de réfugiés, essentiellement syriens, et se montraient disposés à les héberger, le temps que les pouvoirs publics trouvent des solutions définitives.

L'Allemagne, par la voix d'Angela Merkel, la chancelière, se déclara prête à accorder l'asile à plus d'un millier de personnes fuyant Daesh, Enosra et la soi-disant Armée syrienne libre. Pourquoi dès lors les actes de Cologne et à qui profitent-ils ?

Les moments de panique, d'émotion et de révulsion passés, des pistes d'analyse s'ouvrent et des médias allemands courageux n'hésitent pas à les soumettre à l'appréciation. Trois éléments apparaissent qui accréditent la thèse de la conspiration. Le premier —d'importance— a trait à l'identité des agresseurs. Etrange, tout de même, que beaucoup parmi eux ne soient ni syriens, ni encore moins éligibles à l'asile.

Des Algériens, des Marocains, des Tunisiens font partie d'un bon lot des sauvages de Cologne, alors que les Syriens qui se sont livrés à ces pratiques ont, selon les premières fuites des enquêtes policières, eu des contacts et des relations avec Daesh. Le deuxième point d'alerte qui suscite l'intérêt des justice et police allemandes est la synchronisation, presque parfaite, de la descente punitive sur la gare de l'Ouest allemand. Des commanditaires des actions guerrières contre les belles femmes colognaises ont-ils agi de l'extérieur ou de l'intérieur du territoire ?

Enfin, il y a cette mobilisation rapide et très coordonnée des mouvances d'extrême droite européennes qui ont, toutes affaires cessantes, braqué les projecteurs sur Cologne et indiqué les coupables, selon eux, «les réfugiés syriens», les «migrants», les «demandeurs d'asile» ; bref, les «musulmans en Europe», qu'ils soient de nationalités européennes ou pas. L'une des héritières des biens meubles et immeubles de la dynastie Le Pen en France, Marion-Maréchal, n'hésite pas à dire : «L'Europe fait face à des violences sexuelles sans précédent dues à l'arrivée des réfugiés.»

Il est vrai et curieux que l'affaire de la gare de Cologne arrange bien des lectures, ici... De grandes marches contre les étrangers sont pévues à partir du 6 février prochain dans toutes les villes d'Europe. Bien, évidemment, à Cologne aussi.

A. M.

CAMEROUN

Quatre personnes tuées dans un attentat visant une mosquée

Au moins quatre personnes ont été tuées lundi dans un attentat visant une mosquée de la ville de Nguetchewe, dans l'Extrême-Nord du Cameroun, ont rapporté des sources concordantes.

Un jeune garçon s'est glissé parmi des fidèles sortant de la prière aux environs de 06h00 (05h00 GMT) et s'est fait exploser, faisant quatre morts dont trois fidèles, selon des témoins cités par des agences.

Des sources concordantes ont également rapporté de nombreux blessés, faisant état d'un bilan provisoire.

Aucun groupe armé n'a revendiqué l'attaque, mais les autorités locales l'incombent au groupe terroriste nigérian Boko Haram.

Les attaques de Boko Haram, qui a rallié le groupe terroriste autoproclamé l'Etat islamique (Daesh), sont quasi-quotidiennes depuis début 2016, plusieurs assauts étant parfois organisés simultanément dans certaines localités camerounaises.

Selon des chiffres officiels, quelque 1 200 personnes ont été tuées dans des violences perpétrées par Boko Haram dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun depuis 2013.

RÉFUGIÉS

Pour Athènes, les passeurs bénéficient de soutien en Turquie

Le président grec, Prokopis Pavlopoulos, a accusé hier les autorités portuaires en Turquie de soutenir les passeurs qui organisent, dans des conditions périlleuses, la traversée de centaines de milliers de migrants vers les îles grecques, porte d'entrée dans l'Union européenne.

«Je crains fort que les passeurs turcs ne soient soutenus par les autorités», a-t-il souligné dans une interview au quotidien Süddeutsche Zeitung, à l'occasion de sa première visite en Allemagne.

«En particulier, les autorités portuaires font comme si elles ne voyaient rien», a ajouté le chef de l'Etat. «Il y a des cas où les passeurs seraient aidés. Nous avons des preuves. C'est une sorte de commerce des esclaves».

«Je ne parle pas ici des dirigeants turcs", a-t-il toutefois souligné. «Mais nous avons de nos postes avancés sur les îles des preuves que les autorités portuaires travaillent avec des passeurs».

De telles accusations sont régulièrement portées par les organisations de défense des droits de l'Homme et les ONG qui viennent en aide aux réfugiés sur les îles de la mer Égée qui concentrent l'essentiel des arrivées de migrants en Europe. Athènes et Ankara, qui entretiennent des relations délicates, croisent le fer depuis des mois dans la crise des réfugiés qui fait quasiment chaque jour des morts par naufrage au large des côtes gréco-turques.

La Grèce accuse notamment la Turquie de ne rien faire pour stopper l'afflux de migrants alors que plus de 2,2 millions de réfugiés, essentiellement syriens, se sont réfugiés dans le pays depuis le début de la guerre en Syrie.

Prokopis Pavlopoulos, premier haut dirigeant grec à se rendre à Berlin depuis la conclusion à Bruxelles d'un nouveau plan de secours à la Grèce en juillet, a salué la politique de la main tendue menée par la chancelière Angela Merkel. Sa politique «est courageuse», a-t-il jugé. L'an dernier quelque, 1,1 million de migrants ont rejoint l'Allemagne en quête de paix ou de travail. «Merkel est une grande responsable politique», a-t-il aussi martelé. «Et l'Histoire le prouvera», selon lui. Des propos qui tranchent avec ceux tenus l'an dernier par les dirigeants grecs, notamment le Premier ministre Alexis Tsipras, qui a livré un bras de fer avec Berlin durant des mois, avant de devoir accepter des conditions draconiennes pour l'obtention d'un nouveau plan d'aide international.

AFGHANISTAN

Les législatives fixées au 15 octobre prochain

Les élections législatives en Afganistan ont été fixées au 15 octobre 2016, soit plus d'un an après l'expiration du mandat des 249 députés, a annoncé lundi la commission électorale indépendante afghane. «Les élections législatives et des conseillers de districts auront lieu le 15 octobre 2016», a déclaré le chef de la commission, Ahmad Youssouf Nouristani, lors d'une conférence de presse à Kaboul. Le mandat des parlementaires afghans a expiré en juin 2015, mais les élus continuent à siéger en vertu d'un décret pris par le président Ashraf Ghani.

Les autorités afghanes ont expliqué ce retard par le regain de l'insurrection des talibans, galvanisés par la fin de la mission de combat de l'Otan fin 2014, qui fait craindre pour la sécurité des électeurs et des organisateurs.